

**Climat - One Planet Summit - 3e  
édition du Climate Finance Day -  
Communiqué du ministère de  
l'économie et des finances  
(Paris, 11 décembre 2017)**

À la veille du sommet international sur le climat One Planet Summit voulu par le président de la République, l'édition 2017 du Climate Finance Day a réuni, à Bercy, près de 1.000 représentants internationaux de haut niveau de l'industrie financière, des entreprises, des autorités de régulation et de supervision, ainsi que des banques publiques, des représentants d'organisations non gouvernementales et de la sphère académique.

Cette troisième édition du Climate Finance Day, placée sous le signe de l'accélération de l'action, a mis en lumière les initiatives les plus innovantes réalisées depuis la COP21 pour accroître la mobilisation du secteur financier dans la lutte contre le changement climatique, à la fois sur le financement de la transition énergétique et sur l'adaptation au réchauffement climatique. Les principaux axes de cette évolution sont le renforcement de la transparence et de l'analyse des risques ainsi que le développement d'instruments financiers verts et de financements publics-privés.

Les différentes parties prenantes, représentant tant les pouvoirs publics que le secteur privé, ont pris de nouveaux engagements pour accélérer le verdissement de la finance.

Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, a rappelé que la lutte contre le changement climatique nécessitait une mobilisation et une mise en cohérence sans précédent des flux financiers publics et privés sur la planète. Les engagements pris aujourd'hui par les acteurs du financement de l'économie démontrent la possibilité de mettre l'investivité de la finance au service d'un monde neutre en carbone, sans pauvreté et résilient aux impacts du changement climatique. Il a affirmé la nécessité d'investir plus et mieux là où le financement privé ne se dirige pas spontanément : la transition agro-écologique, la résilience des écosystèmes, les capacités de stockage du carbone des sols et des forêts. Il a encouragé à la multiplication de partenariats entre les ressources publiques et les ressources privées, notamment au sein de fonds à impact prenant en compte les bénéfices sociaux et environnementaux des investissements, en finançant des projets qui améliorent le climat et la qualité de vie de tous. Il a appelé les acteurs financiers à accélérer la décarbonation de leurs portefeuilles et réduire progressivement leurs financements aux énergies fossiles, notamment le charbon, pour se tourner vers les technologies de la neutralité carbone.

Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, a annoncé le développement de nouveaux produits d'épargne grand public pour le climat, notamment des supports verts dans les contrats d'assurance vie, ainsi que la mobilisation pour des projets ayant un impact climatique favorable des sommes versées sur les livrets de développement durable et solidaire (LDDS) centralisés à la Caisse des dépôts.

Le LDDS sera réformé pour assurer une plus grande transparence sur les projets financés, ce qui facilitera son appropriation par les titulaires des livrets. Il a appelé à l'application des recommandations de la Task Force sur la transparence sur les risques climatiques (TCFD) au niveau national et européen. Il a annoncé la signature d'une Charte pour le climat par lesquels les grands investisseurs publics rattachés à l'État s'engagent à prendre en considération les enjeux liés à la lutte contre le changement climatique dans leur politique d'investissement. Le ministre a enfin confirmé l'engagement de la France de poursuivre l'émission de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) verte, ainsi que l'installation d'un conseil d'évaluation de ces obligations et l'adhésion de la France aux Green Bond Principles.

Gérard Mestrallet, président de Paris Europlace, a annoncé que le Climate Finance Day se tiendrait dorénavant chaque année à Paris, porté par son initiative Finance for Tomorrow. Cet événement participe d'une volonté double de la Place: faire de Paris le lieu de rendez-vous international de la finance verte et jouer un rôle moteur dans la mobilisation du secteur financier dans la lutte contre le changement climatique. Il a souligné l'importance des nouveaux engagements concrets pris par les acteurs privés : le lancement du Paris Green Bonds Pledge, réunissant les plus gros émetteurs corporate français et européens pour stimuler le développement du marché des émissions obligataires vertes; les annonces faites par plusieurs établissements financiers français de projets visant à réduire leurs émissions carbone et aligner leurs stratégies d'investissement sur l'objectif de deux degrés de l'Accord de Paris; l'annonce d'une coalition de gestionnaires d'actifs français et européens, avec le soutien de Paris EUROPLACE, sur le développement de la notation extra-financière des entreprises et du dialogue émetteurs/investisseurs.

Philippe Zaouati, président de Finance for Tomorrow voit dans les premiers résultats de Finance for Tomorrow l'initiative créée en juin dernier par Paris EUROPLACE et les acteurs de la Place de Paris et qui réunit déjà 50 membres, la preuve de la mobilisation de l'écosystème français. C'est cet engagement collectif, nourri des actions individuelles de chacun de ses membres qui font la force de notre démarche: les 50 ClimActs de Finance for Tomorrow publiés à l'occasion du Climate Finance Day en sont autant d'illustrations concrètes. Il a également rappelé le lancement du réseau mondial des places financières vertes, créé cette année à l'initiative de UNEP (Programme des Nations unies pour l'environnement) et la présidence italienne du G7, qui sera accueilli à Paris cette semaine./.

(Source : site Internet du ministère de l'économie et des finances)